

	Basisprijs BF	Openbare dienst BF	Opmerkingen
Vluchtige koolwaterstoffen			
Andere vaststellingen bij middel van CG of HPLC (voorafgaande instemming)	5 000	4 000	
	+	+	
	1 000	500	
	per bestanddeel	per bestanddeel	
Identiteitsvaststelling van de gedeelten	5 000	4 000	
	+	+	
	1 000	1 000	
	per referentie	per referentie	indien levering van de referentie
	5 000	4 000	
	per bijkomend monster	per bijkomend monster	zonder levering van de referentie
	10 000	8 000	
	+	+	
	5 000	4 000	
	per bijkomend monster	per bijkomend monster	
Massaspectrometrie	.	.	Minimumprijs van 30 000 F (openbare diensten : 24 000 F) en na instemming

IV. Hydrobiologische-bacteriologische parameters

	Basisprijs BF	Openbare dienst BF
Chlorofiel	1 000	800
Biotisch index per macro-ongewerveld dier	10 000	8 000
Toxichromo-test	4 000	3 200
Toxiciteitstest bij middel van Brachydanio 96 u.	12 000	10 000
Toxiciteitstest bij middel van Daphniae 48 u.	12 000	10 000
Kiemen gevoeling voor warmte	690	550
Opzoeking van coli faecali	532	430
Opzoeking van streptococci	690	550
Telling van kiemen op specifiek milieu	690	550
Opzoeking van staphylococci	620	500
Opzoeking en identiteitsvaststelling van andere ziektekiemen	(voorafgaande instemming)	

F. 88 — 186

5 NOVEMBRE 1987. — Arrêté de l'Exécutif régional wallon portant renonciation à concession de la mine de houille de Maurage et Boussoit

L'Exécutif régional wallon,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles;

Vu les articles 8, 23, 24, 30 à 32, 60 à 63, 114 à 117 des lois sur les mines, minières et carrières, coordonnées par l'arrêté royal du 15 septembre 1919 et modifiées par l'arrêté du Régent du 23 août 1948;

Vu la requête de la société anonyme des Charbonnages de Maurage, en liquidation, tendant à obtenir l'autorisation de renoncer à sa concession de mine de houille de Maurage et Boussoit et adressée en date du 17 mars 1971, au nom de ladite société, aux président et membres de la députation permanente du conseil provincial du Hainaut, par MM. Jean-Pierre Schuermans et André Hoste, liquidateurs, domiciliés le premier, avenue de Broqueville 261, à Woluwe-Saint-Lambert et le second clos du Drossart 19, à Uccle, agissant en vertu des pouvoirs qui ont été confiés par l'assemblée générale des actionnaires lors de ses réunions des 22 septembre 1961 (*Moniteur belge* du 13 octobre 1961) et 2 mai 1967 (*Moniteur belge* du 23 mai 1967);Vu les statuts de la société requérante, constituée par acte avenu devant Me Defortie, notaire à Bruxelles, en date du 23 décembre 1904, publié aux annexes au *Moniteur belge* du 4 janvier 1905;

Considérant que l'assemblée générale des actionnaires tenue le 22 septembre 1961 (*Moniteur belge* du 13 octobre 1961) a dissous anticipativement la société, l'a mise en liquidation, et a désigné en qualité de liquidateurs MM. Jean-Pierre Schuermans, Jacques de Fierlandt, Dornier et Aimé Philippe; que cette assemblée décida aussi que la signature de deux liquidateurs était nécessaire et suffisante pour engager valablement la société en liquidation;

Considérant que l'assemblée générale des actionnaires tenue le 12 mai 1967 (*Moniteur belge* du 23 mai 1967) a désigné M. André Hoste en qualité de liquidateur en remplacement de M. Aimé Philippe, démissionnaire;

Vu le plan de surface, mentionnant les limites de la concession, à l'échelle 1/10.000, annexé en quadruple expédition à la requête, visé et vérifié par les autorités compétentes et portant indication des concessions minières voisines;

Vu l'attestation par laquelle le greffier provincial du Hainaut certifie que la demande en autorisation de renoncer à la concession de mine de houille de Maurage et Boussoit, de la société anonyme requérante, a été transcrite « sous le n° 244 au registre spécial tenu en conformité de l'article 24 des lois coordonnées sur les mines, minières et carrières... » et « que notification de cette inscription a été faite par lettre recommandée à la société demanderesse »;

Vu l'arrêté du 15 avril 1971 de la députation permanente du conseil provincial du Hainaut ordonnant la publication par voie d'affiches et d'insertion au *Moniteur belge* et dans un journal de la demande en autorisation de renonciation, au vœu de l'article 26 des lois coordonnées sur les mines, minières et carrières;

Vu l'insertion de cette demande dans les numéros du *Moniteur belge* des 29 juin et 29 juillet 1971 et aux mêmes dates dans le journal *La Province*;

Vu les certificats d'affichage délivrés par les administrations communales des anciennes communes de Mons, Havré, Maurage, Boussoit, Rixensart, Bray, Trivières, Soignies, Thieu, Strépy-Bracquegnies, Woluwe-Saint-Lambert;

Vu la rapport en date du 20 septembre 1971 du directeur divisionnaire des mines de l'administration des mines du Hainaut;

Vu l'avis en date du 30 septembre 1971 de la députation permanente du conseil provincial du Hainaut;

Vu le rapport du 29 janvier 1985, dressé par M. Fortpiéd, premier auditeur du Conseil d'Etat;

Considérant que la requête a été régulièrement signée par MM. Jean-Pierre Schuermans et André Hoste, délégués à cette fin comme dit ci-dessus par la société requérante qui a élu domicile aux fins précitées, avenue de Broqueville 116, à Bruxelles;

Considérant que l'arrêté susvisé du 15 avril 1971 de la députation permanente du conseil provincial du Hainaut a ordonné l'insertion de la demande deux fois à trente jours d'intervalle au *Moniteur belge* et dans un journal s'il en existait dans chaque localité où l'affichage était prescrit; que la demande a été affichée dans les communes intéressées pendant soixante jours sans interruption à partir du 15 juin 1971 jusqu'au 14 août 1971 inclusivement; que la requête a été publiée au *Moniteur belge* et dans le journal précité des 29 juin et 29 juillet 1971; que ledit journal paraît à Mons; qu'il résulte des certificats délivrés par les administrations des autres communes où l'affichage était prescrit qu'aucun journal n'y est édité;

Considérant qu'il résulte du rapport du 20 septembre 1971 du directeur divisionnaire des mines à Charleroi que « la cessation de l'exploitation est justifiée, le gisement n'étant plus ni industriellement ni économiquement exploitable » et que cette conclusion rencontre l'exigence de l'article 60 des lois coordonnées sur les mines, minières et carrières;

Considérant qu'aucun tiers n'a formé d'opposition contre la demande;

Considérant que par arrêté du Régent en date du 11 août 1948 (*Moniteur belge* du 13 octobre 1948) la S.A. Ougrée Marihay exploitant la concession de Bray a été autorisée d'exploiter partiellement en amodiation dans la concession de Maurage et Boussoit;

Considérant que l'arrêt définitif des exploitations dans la concession de Bray en date du 5 novembre 1949 a entraîné la fin des exploitations par amodiation et a rendu sans objet l'arrêté du Régent du 11 août 1948;

Considérant que par arrêté royal en date du 17 septembre 1958, la S.A. des Charbonnages de Maurage a été autorisée d'exploiter partiellement en amodiation dans la concession de Bray;

Considérant que l'arrêt définitif des exploitations dans la concession de Maurage et Boussoit a rendu sans objet l'arrêté royal d'amodiation dans la concession de Bray du 17 septembre 1958;

Considérant que par arrêtés royaux en date du 30 septembre 1957, 8 octobre 1957 et 29 octobre 1958 (*Moniteur belge* des 25 octobre 1957 et des 16, 17 et 18 novembre 1958) la S.A. des Charbonnages de Strépy-Bracquegnies exploitant la concession de Strépy-Thieu a été autorisée d'exploiter partiellement en amodiation dans la concession de Maurage et Boussoit;

Considérant que l'arrêt définitif des exploitations dans la concession de Strépy-Thieu en date du premier novembre 1958 a rendu sans objet les trois arrêtés royaux susmentionnés;

Considérant que par lettre en date du 15 mai 1970, la S.A. des Charbonnages de Strépy-Bracquegnies a informé la S.A. des Charbonnages de Maurage qu'elle renonçait au bénéfice des arrêtés royaux susdits;

Considérant qu'il y a lieu en conséquence d'abroger les arrêtés royaux susmentionnés d'amodiation en date des 30 septembre 1957, 8 octobre 1957, 29 octobre 1958, 17 septembre 1958 et l'arrêté du Régent du 11 août 1948;

Considérant qu'à la date du 15 septembre 1970, il n'existait aucune inscription d'hypothèque légale ni aucune autre inscription prise au cours des quinze années précédentes;

Vu l'avis du Conseil d'Etat, donné en date du 8 février 1985;

Sur proposition du Ministre ayant l'Aménagement du Territoire, l'Eau et la Vie rurale pour la Région Wallonne,

Arrête :

Article 1er. La société anonyme des Charbonnages de Maurage, en liquidation, est autorisée à renoncer à sa concession de mine de houille de Maurage et Boussoit, d'une superficie de 750 ha, s'étendant sous les communes actuelles de Le Roeulx (ancienne commune de Thieu), de La Louvière (anciennes communes de Maurage, Boussoit, Trivières et Strépy), de Binche (ancienne commune de Bray) et de Mons (ancienne commune de Havré).

Art. 2. Le délai à l'expiration duquel la demanderesse adressera à la députation permanente un certificat du conservateur des hypothèques certifiant que la mine est quitte et libre de toutes inscriptions et se conformera aux stipulations de l'article 63 des lois coordonnées sur les mines, minières et carrières est fixé à 60 jours.

Art. 3. L'arrêté du Régent du 11 août 1948 autorisant la société anonyme Ougrée Marihay à exploiter partiellement par amodiation dans la concession de Maurage et Bousoit, l'arrêté royal du 17 septembre 1958 autorisant la société anonyme des Charbonnages de Maurage à exploiter partiellement par amodiation dans la concession de Bray, et les arrêtés royaux en date des 30 septembre 1957, 8 octobre 1957 et 29 octobre 1958 autorisant la S.A. des Charbonnages de Strépy-Bracquagnies à exploiter partiellement par amodiation dans la concession de Maurage et Bousoit sont abrogés.

Art. 4. Le Ministre ayant dans ses attributions l'Aménagement du Territoire, l'Eau et la Vie rurale pour la Région Wallonne, est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 5 novembre 1987.

Le Ministre-Président de l'Exécutif régional wallon, chargé des Technologies nouvelles,
des Relations extérieures, des Affaires générales et du Personnel,

M. WATHELET,

Le Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Eau et de la Vie rurale pour la Région wallonne,

A. LIENARD

ÜBERSETZUNG

D. 88 — 188

5. NOVEMBER 1987. — Erlass der Wallonischen Regionalexekutive über den Verzicht auf die Konzession für das Steinkohlenbergwerk Maurage und Bousoit

Aufgrund des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen;

Aufgrund der Artikel 8, 23, 24, 30 bis 32, 60 bis 63, 114 bis 117 der durch den Königlichen Erlass vom 15. September 1919 koordinierten Gesetze über die Bergwerke, Tagebaue und Gruben, abgeändert durch den Regentenerlass vom 23. August 1948;

Aufgrund des Antrags, den die Liquidatoren der in Liquidation befindlichen Aktiengesellschaft Charbonnages de Maurage, Herr Jean-Pierre Schuermans und Herr André Hoste, jeweils wohnhaft in avenue de Broqueville 261 in Woluwe-Saint-Lambert und in Clos du Drossart 19, in Uccle, kraft der ihnen am 22. September 1981 (*Belgisches Staatsblatt* vom 13. Oktober 1981) und am 2. Mai 1967 (*Belgisches Staatsblatt* vom 23. Mai 1967) durch die Generalversammlung der Aktionäre anvertrauten Vollmachten am 17. März 1971 im Namen der besagten Gesellschaft bei dem Vorsitzenden und den Mitgliedern des Ständigen Ausschusses des Provinzialrates Hennegau eingereicht haben, um auf ihre Konzession für das Steinkohlenbergwerk Maurage und Bousoit verzichten zu dürfen;

Aufgrund der Satzungen der antragstellenden Gesellschaft, die durch eine vor Herrn Defortie, Notar in Brüssel, aufgestellte und in den Anlagen zum *Belgisches Staatsblatt* vom 4. Januar 1905 veröffentlichte Urkunde gegründet worden ist;

In der Erwägung, dass die am 22. September 1961 abgehaltene Generalversammlung der Aktionäre (*Belgisches Staatsblatt* vom 13. Oktober 1961) die Gesellschaft vorzeitig aufgelöst hat, sie in Liquidation hat eintreten lassen und die Herren Jean-Pierre Schuermans, Jacques de Fierlandt, Dormer und Aimé Philippe als Liquidatoren benannt hat; dass diese Versammlung auch beschlossen hat, dass die Unterschrift von zwei Liquidatoren notwendig war und genügen würde, um gültige Verpflichtungen für die in Liquidation befindliche Gesellschaft einzugehen;

In der Erwägung, dass die am 12. Mai 1967 abgehaltene Generalversammlung der Aktionäre (*Belgisches Staatsblatt* vom 23. Mai 1967) Herrn André Hoste anstelle des zurücktretenden Herrn Aimé Philippe als Liquidator benannt hat;

Aufgrund des dem Antrag in vierfacher Ausfertigung beigelegten Flächenplans, der die Grenzen der Konzession im Massstab 1/10.000 angibt, von den zuständigen Behörden mit dem Sichtvermerk versehen und überprüft worden ist und die Konzessionen für die benachbarten Steinkohlenbergwerke angibt;

Aufgrund der Bescheinigung, mit der der Gerichtsschreiber der Provinz Hennegau bestätigt, dass der Genehmigungsantrag bezüglich des Verzichts auf die Konzession für das Steinkohlenbergwerk Maurage und Bousoit der antragstellenden Aktiengesellschaft « unter der Nr. 244 in das Sonderregister eingetragen worden ist, das gemäss Artikel 24 der koordinierten Gesetze über die Bergwerke, Tagebaue und Gruben geführt wird », und « dass diese Eintragung der antragstellenden Gesellschaft per Einschreiben zugestellt worden ist »;

Aufgrund des Beschlusses des Ständigen Ausschusses des Provinzialrates Hennegau vom 15. April 1971, in dem angeordnet wird, dass der Genehmigungsantrag bezüglich des Verzichts durch Aushang und durch Veröffentlichung im *Belgisches Staatsblatt* und in mindestens einer Zeitung gemäss Artikel 26 der koordinierten Gesetze über die Bergwerke, Tagebau und Gruben bekanntzugeben ist;

Aufgrund der Veröffentlichung dieses Antrags im *Belgisches Staatsblatt* vom 29. Juni und vom 29. Juli 1971 und in der Zeitung *La Province* vom 29. Juni und vom 29. Juli 1971;

Aufgrund der Aushang bescheinigungen, die von den Gemeindeverwaltungen der ehemaligen Gemeinden Mons, Havré, Maurage, Bousoit, Rixensart, Bray, Trivières, Soignies, Thieu, Strépy-Bracquagnies, Woluwe-Saint-Lambert ausgestellt worden sind;

Aufgrund des Berichtes des Abteilungsleiters der Bergwerke der Verwaltung der Bergwerke von Hennegau vom 20. September 1971;

Aufgrund des Gutachtens des Ständigen Ausschusses des Provinzialrates Hennegau vom 30. September 1971;

Aufgrund des von Herrn Fortpied, erster Auditor des Staatsrates, abgefassten Berichtes vom 29. Januar 1985;

In der Erwägung, dass der Antrag ordnungsgemäss unterzeichnet worden ist von den Herren Jean-Pierre Schuermans und André Hoste, die, wie bereits erwähnt, zu diesem Zweck von der antragstellenden Gesellschaft, die ihren Wohnsitz zu den vorerwähnten Zwecken in avenue de Broqueville 116 in Brüssel gewählt hat, dazu ermächtigt worden sind;

In der Erwägung, dass in dem vorerwähnten Beschluss des Ständigen Ausschusses des Provinzialrates Hennegau vom 15. April 1971 angeordnet wird, dass der Antrag zweimal nach dreissigtägiger Unterbrechung im *Belgisches Staatsblatt* und in einer Zeitung, falls es eine in jeder Ortschaft, wo der Aushang vorgeschrieben wird, gebe, zu veröffentlichen ist; dass der Antrag in den betreffenden Gemeinden während sechzig Tagen ununterbrochen ab dem 15. Juni 1971 bis einschliesslich 14. August 1971 ausgehangen hat; dass der Antrag am 29. Juni und am 29. Juli 1971 im *Belgisches Staatsblatt* und in der vorerwähnten Zeitung veröffentlicht worden ist; dass die besagte Zeitung in Mons erscheint; dass aus den von den Gemeindeverwaltungen der anderen Gemeinden, wo der Aushang vorgeschrieben war, ausgestellten Bescheinigungen hervorgeht, dass dort keine Zeitung herausgegeben wird;

In der Erwägung, dass aus dem Bericht des Abteilungsdirektors der Bergwerke in Charleroi vom 20. September 1971 hervorgeht, dass « die Einstellung des Abbaus gerechtfertigt ist, da das Flöz weder industriell noch wirtschaftlich mehr nutzbar ist », und dass diese Schlussfolgerung die Bedingung von Artikel 60 der koordinierten Gesetze über die Bergwerke, Tagebau und Gruben erfüllt;

In der Erwägung, dass keine Drittperson Einspruch gegen den Antrag erhoben hat;

In der Erwägung, dass der Ougrée Marihay AG, die die Konzession Bray betreibt, aufgrund des Regentenerlasses vom 11. August 1948 (*Belgisches Staatsblatt* vom 13. Oktober 1948) die Erlaubnis erteilt worden ist, die Abbaurechte für einen Teil des Gebietes der Konzession Maurage und Boussoit zu pachten;

In der Erwägung, dass die endgültige Einstellung des Abbaus in der Konzession Bray am 5. November 1949 der Verpachtung der Abbaurechte ein Ende gesetzt hat und dass der Regentenerlass vom 11. August 1948 dadurch gegenstandslos geworden ist;

In der Erwägung, dass der Charbonnages de Maurage AG aufgrund des Königlichen Erlasses vom 17. September 1958 die Erlaubnis erteilt worden ist, die Abbaurechte für einen Teil des Gebietes der Konzession Bray zu pachten;

In der Erwägung, dass der Königliche Erlass vom 17. September 1958 über die Verpachtung der Abbaurechte für die Konzession Bray durch die endgültige Einstellung des Abbaus in der Konzession Maurage und Boussoit gegenstandslos geworden ist;

In der Erwägung, dass der Charbonnages de Strépy-Bracquenies AG, die die Konzession Strépy-Thieu betreibt, aufgrund der Königlichen Erlasse vom 30. September 1957, vom 8. Oktober 1957 und vom 29. Oktober 1958 (*Belgisches Staatsblatt* vom 25. Oktober 1957 und vom 16., 17. und 18. November 1958) die Erlaubnis erteilt worden ist, die Abbaurechte für einen Teil des Gebietes der Konzession Maurage und Boussoit zu pachten;

In der Erwägung, dass die drei obenerwähnten Königlichen Erlasse durch die endgültige Einstellung des Abbaus in der Konzession Strépy-Thieu vom 1. November 1958 gegenstandslos geworden sind;

In der Erwägung, dass die Charbonnages de Strépy-Bracquenies AG die Charbonnages de Maurage AG per Schreiben vom 15. Mai 1970 darüber unterrichtet hat, dass sie auf die Vorteile der obengenannten Königlichen Erlasse verzichtet;

In der Erwägung, dass daher die obenerwähnten Königlichen Erlasse über die Verpachtung von Abbaurechten vom 30. September 1957, vom 8. Oktober 1957, vom 29. Oktober 1958, vom 17. September 1958 und der Regentenerlass vom 11. August 1948 aufgehoben werden müssen;

In der Erwägung, dass am 15. September 1970 weder eine Eintragung einer gesetzlichen Hypothek noch eine andere Eintragung, die während den fünfzehn vorhergehenden Jahre vorgenommen worden ist, vorhanden war;

Aufgrund des Gutachtens des Staatsrates, abgegeben am 8. Februar 1985;

Auf Vorschlag des Ministers der Raumordnung, des Wassers und des Landlebens für die Wallonische Region,

Beschliesst die Wallonische Regionalexekutive :

Artikel 1. Die in Liquidation befindliche Aktiengesellschaft Charbonnages de Maurage ist berechtigt, auf ihre Konzession für das Steinkohlenbergwerk Maurage und Boussoit von 750 ha, das unter den jetzigen Gemeinden Le Rœulx (ehemalige Gemeinde Thieu), La Louvière (ehemalige Gemeinden Maurage, Boussoit, Trivières und Strépy), Binche (ehemalige Gemeinde Bray) und Mons (ehemalige Gemeinde Havré) liegt, zu verzichten.

Art. 2. Die Frist, innerhalb der die antragstellende Gesellschaft dem Ständigen Ausschuss eine Bescheinigung des Hypothekenbewahrers, die bestätigt, dass das Bergwerk von jeglicher Eintragung befreit ist, übermitteln muss und den Bestimmungen von Artikel 63 der koordinierten Gesetze über die Bergwerke, Tagebau und Gruben entsprechen muss, wird auf 60 Tage festgelegt.

Art. 3. Folgende Erlasse werden aufgehoben :

— der Regentenerlass vom 11. August 1948, durch den die Aktiengesellschaft Ougrée Marihaye berechtigt wird, die Abbaurechte für einen Teil des Gebietes der Konzession Maurage und Boussoit zu pachten;

— der Königliche Erlass vom 17. September 1958, durch den die Aktiengesellschaft Charbonnages de Maurage berechtigt wird, die Abbaurechte für einen Teil des Gebietes der Konzession Bray zu pachten;

— die Königlichen Erlasse vom 30. September 1957, vom 8. Oktober 1957 und vom 29. Oktober 1958, durch die die Charbonnages de Strépy-Bracquenies AG berechtigt wird, die Abbaurechte für einen Teil des Gebietes der Konzession Maurage und Boussoit zu pachten.

Art. 4. Der Minister der Raumordnung, des Wassers und des Landlebens für die Wallonische Region ist mit der Ausführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Brüssel, den 5. November 1987.

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regionalexekutive, beauftragt mit den Neuen Technologien, den Auswärtigen Beziehungen, den Allgemeinen Angelegenheiten und dem Personal,

M. WATHELET

Der Minister der Raumordnung, des Wassers und des Landlebens für die Wallonische Region,

A. LIENARD

VERTALING

N. 88 — 188

5 NOVEMBER 1987. — Besluit van de Waalse Gewestexecutieve houdende opzegging van de steenkoolmijnconcessie van Maurage en Boussoit

De Waalse Gewestexecutieve,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen;

Gelet op de artikelen 8, 23, 24, 30 tot 32, 60 tot 63, 114 tot 117 van de wetten op de mijnen, graverijen en groeven, gecoördineerd bij het koninklijk besluit van 15 september 1919 en gewijzigd bij het besluit van de Regent van 23 augustus 1948;

Gelet op het verzoekschrift van de naamloze vennootschap « Charbonnages de Maurage », in vereffening, tot het bekomen van de machtiging om haar steenkoolmijnconcessie van Maurage en Boussoit op te zeggen en gericht op datum van 17 maart 1971, in naam van vermelde vennootschap, aan de voorzitter en leden van de bestendige deputatie van de provincieraad van Henegouwen, door de heren Jean-Pierre Schuermans en André Hoste, vereffenaars, woonachtig, de eerste, de Broquevillelaan 261, te Sint-Lambrechts-Woluwe en de tweede, Drossaardgaarde 19, te Ukkel, die handelen krachtens de bevoegdheden die toegekend werden door de algemene vergadering van de aandeelhouders tijdens haar vergaderingen van 22 september 1961 (*Belgisch Staatsblad* van 13 oktober 1961) en 2 mei 1967 (*Belgisch Staatsblad* van 23 mei 1967);Gelet op de statuten van de verzoekende vennootschap, opgericht bij akte verleden voor Mr. Delefortie, notaris te Brussel, op 23 december 1904 verschenen in de bijlagen van het *Belgisch Staatsblad* van 4 januari 1905;Overwegende dat de algemene vergadering van de aandeelhouders gehouden op 22 september 1961 (*Belgisch Staatsblad* van 13 oktober 1961) de vennootschap vooruit ontboden heeft, haar vereffend heeft, en als vereffenaars de heren Jean-Pierre Schuermans, Jacques de Fierlandt, Dormer en Aimé Philippe aangewezen heeft; dat deze vergadering ook besloten heeft dat de handtekening van de twee vereffenaars nodig en voldoende was om de vennootschap geldelijk te vereffenen;Overwegende dat de algemene vergadering van de aandeelhouders gehouden op 12 mei 1967 (*Belgisch Staatsblad* van 23 mei 1967) de heer André Hoste aangewezen heeft als vereffenaar in vervanging van de heer Aimé Philippe, ontslagnemend;

Gelet op het plan van de bovengrond met de grenzen van de concessie, op schaal 1/10.000, bij het verzoekschrift gevoegd in viervoud afschrift, geïllustreerd en nagezien door de bevoegde overheden en met vermelding van de naburige steenkoolmijnconcessies;

Gelet op de verklaring waarbij de provinciale griffier van Henegouwen bevestigt dat de aanvraag voor een machtiging tot opzegging van de steenkoolmijnconcessie van Maurage en Boussoit, van de verzoekende naamloze vennootschap, overgeschreven werd « onder het nummer 244 in het bijzonder register gehouden overeenkomstig artikel 24 van de gecoördineerde wetten op de mijnen, graverijen en groeven... » en « dat de kennisgeving van deze inschrijving per aangetekende brief aan de verzoekende vennootschap gedaan werd »;

Gelet op het besluit van 15 april 1971 van de bestendige deputatie van de provincieraad van Henegouwen waarbij de bekendmaking door middel van aanplakking en opneming in het *Belgisch Staatsblad* en in een dagblad van de aanvraag voor een machtiging tot opzegging krachtens artikel 26 van de gecoördineerde wetten op de mijnen, graverijen en groeven wordt voorgeschreven;Gelet op de opneming van deze aanvraag in de nummers van het *Belgisch Staatsblad* van 29 juni en 29 juli 1971 en op dezelfde datums in het dagblad *La Province*;

Gelet op de aanplakkingsbewijzen uitgereikt door de gemeentebesturen van de vroegere gemeenten Bergen, Havré, Maurage, Boussoit, Rixensart, Bray, Trivières, Zinik, Thieu, Strépy-Bracquegnies, Sint-Lambrechts-Woluwe;

Gelet op het verslag d.d. 20 september 1971 van de divisiedirecteur der mijnen van het bestuur der mijnen van Henegouwen;

Gelet op het advies d.d. 30 september 1971 van de bestendige deputatie van de provincieraad van Henegouwen;

Gelet op het verslag van 29 januari 1985 opgesteld door de heer Fortpied, eerste auditeur bij de Raad van State;

Overwegend dat het verzoekschrift wettig getekend werd door de heren Jean-Pierre Schuermans en André Hoste, voor dit doel gemachtigd, zoals hierboven vermeld, door de verzoekende vennootschap die, voor de hierboven vermelde doeleinden, de Broquevillelaan 116, te Brussel, als woonplaats verkozen heeft;

Overwegend dat het bovenbedoeld besluit van 15 april 1971 van de bestendige deputatie van de provincieraad van Henegouwen de opname van de aanvraag twee maal met dertig dagen tussenruimte in het *Belgisch Staatsblad* en in één dagblad bevolen heeft, indien er één zou bestaan in elke plaats waar de aanplakking voorgeschreven was; dat de aanvraag aangeplakt werd in de betrokkene gemeenten tijdens zestig dagen zonder onderbreking vanaf 15 juni 1971 tot en met 14 augustus 1971; dat het verzoekschrift verschenen is in het *Belgisch Staatsblad* en in het voormeld dagblad van 29 juni en 29 juli 1971; dat het voormeld dagblad te Bergen verschijnt; dat bij het uit de getuigschriften uitgereikt door de besturen van de andere gemeenten waar de aanplakking voorgeschreven was dat er geen dagblad uitgegeven wordt;

Overwegende dat uit het verslag van 20 september 1971 van de divisiedirecteur der mijnen te Charleroi blijkt dat « het eindigen van de ontginning gerechtvaardigd is, het kansveld zijnde niet meer tot ontginning geschikt, noch op industrieel, noch op economisch vlak » en dat deze conclusie de eis van artikel 60 van de gecoördineerde wetten op de mijnen, graverijen en groeven tegemoet komt;

Overwegende dat geen derde zich tegen de aanvraag verzet heeft;

Overwegende dat bij besluit van de Regent d.d. 11 augustus 1948 (*Belgisch Staatsblad* van 13 oktober 1948) de N.V. Ougrée Marhayé ontginnende de concessie van Bray machtiging gekregen heeft om in de concessie van Maurage en Boussoit gedeeltelijk in pacht te ontginnen;

Overwegende dat het definitief einde van de ontginningen in de concessie van Bray d.d. 5 november 1949 het einde van de verpachtingsontginningen als gevolg heeft en het besluit van de Regent van 11 augustus 1948 heeft doen vervallen;

Overwegende dat bij koninklijk besluit d.d. 17 september 1958, de N.V. « Charbonnages de Maurage » machtiging gekregen heeft om gedeeltelijk in pacht in de concessie van Bray te ontginnen;

Overwegende dat het definitief einde van de ontginningen in de concessie van Maurage en Boussoit het koninklijk besluit van 17 september 1958 van verpachting in de concessie van Bray heeft doen vervallen;

Overwegende dat bij koninklijke besluiten d.d. 30 september 1957, 8 oktober 1957 en 29 oktober 1958 (*Belgisch Staatsblad* van 25 oktober 1957 en van 16, 17 en 18 november 1958) de N.V. Charbonnages de Strépy-Bracquegnies uitbatende de concessie van Strépy-Thieu gemachtigd werd om gedeeltelijk in pacht in de concessie van Maurage en Boussoit te ontginnen;

Overwegende dat het definitief einde van de ontginningen in de concessie van Strépy-Thieu d.d. eerste november 1958 de drie hierboven vermelde koninklijke besluiten heeft doen vervallen;

Overwegende dat bij brief d.d. 15 mei 1970 de N.V. « Charbonnages de Strépy-Bracquegnies » de N.V. « Charbonnages de Maurage » ingelicht heeft dat zij afstand deed van het voorrecht van de hierboven vermelde koninklijke besluiten;

Overwegende dat bij gevolg de hierboven vermelde koninklijke besluiten van verpachting d.d. 30 september 1957, 8 oktober 1957, 29 oktober 1958, 17 september 1958 en het besluit van de Regent van 11 augustus 1948 dienen te worden opgeheven;

Overwegende dat er op 15 september 1970 noch een wettelijke hypotheekinschrijving noch een enkele andere inschrijving genomen tijdens de vijftien laatste jaren bestond;

Gelet op het advies van de Raad van State, gegeven op 8 februari 1985;

Op voordracht van de Minister belast met de Ruimtelijke Ordening, het Water en het Landleven voor het Waalse Gewest,

Besluit :

Artikel 1. De naamloze vennootschap « Charbonnages de Maurage », in vereffening, wordt ertoe gemachtigd haar steenkoolmijnconcessie van Maurage en Boussoit van een oppervlakte van 750 ha welke zich uitstrekt onder de huidige gemeenten Le Roeux (vroegere gemeente van Thieu), La Louvière (vroegere gemeenten Maurage, Boussoit, Trivières en Strépy), Binche (vroegere gemeente Bray) en Bergen (vroegere gemeente Havré) op te zeggen.

Art. 2. Het termijn na verloop van hetwelk de aanvraagster aan de bestendige deputatie een getuigschrift van de hypotheekbewaarder zal richten waarbij verzekerd wordt dat de mijn zuiver en vrij is van alle inschrijvingen en zich zal gedragen naar de eisen van artikel 63 van de gecoördineerde wetten op de mijnen, graverijen en groeven wordt op 60 dagen vastgesteld.

Art. 3. Het besluit van de Regent van 11 augustus 1948 waarbij de naamloze vennootschap Ougrée Marihaye machtiging gekregen heeft om in de concessie van Maurage en Boussoit gedeeltelijk in pacht te ontginnen, het koninklijk besluit van 17 september 1958 waarbij de naamloze vennootschap « Charbonnages de Maurage » machtiging gekregen heeft om gedeeltelijk in pacht in de concessie van Bray te ontginnen, en de koninklijke besluiten van 30 september 1957, 8 oktober 1957 en 29 oktober 1958 waarbij de N.V. « Charbonnages de Strépy-Bracquegnies » gemachtigd werd om gedeeltelijk in pacht in de concessie van Maurage en Boussoit te ontginnen worden opgeheven.

Art. 4. De Minister tot wiens bevoegdheid de Ruimtelijke Ordening, het Water en het Landleven behoren, wordt belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 5 november 1987.

De Minister-Voorzitter van de Waalse Gewestexecutieve, belast met de Nieuwe Technologieën, de Buitenlandse Betrekkingen, de Algemene Zaken en het Personeel,

M. WATHELET

De Minister van de Ruimtelijke Ordening, het Water en het Landleven voor het Waalse Gewest,

A. LIENARD

ANDERE BESLUITEN

MINISTERIE VAN JUSTITIE

Hoofdbestuur. — Benoemingen

De hiernavermelde personen zijn in vast verband benoemd in het Nederlandse taalkader, met ingang van 1 november 1987 :

— De heer Rosemont, F., in hoedanigheid van bestuurssecretaris, bij koninklijk besluit van 21 december 1987;

— Mej. De Raeve, K., in hoedanigheid van architect, bij koninklijk besluit van 23 december 1987;

— Mej. De Leye, D. en de heer Libert, R., in hoedanigheid van bestuurssecretaris, bij koninklijke besluiten van 23 december 1987;

— De heren Van Wouwe, P. en Verrezen, W., in hoedanigheid van bestuurssecretaris, bij koninklijke besluiten van 30 december 1987.

Rechterlijke Orde

Bij koninklijk besluit van 11 december 1987 is Mevr. Hatert, M.-P., substituut-procureur des Konings bij de rechtbank van eerste aanleg te Doornik, aangewezen tot eerste substituut-procureur des Konings bij deze rechtbank, voor een nieuwe termijn van drie jaar met ingang van 31 januari 1988.

AUTRES ARRÊTÉS

MINISTÈRE DE LA JUSTICE

Administration centrale. — Nominations

Les personnes citées ci-dessous sont nommées à titre définitif dans le cadre linguistique néerlandais, à partir du 1^{er} novembre 1987 :

— M. Rosemont, F., en qualité de secrétaire d'administration, par arrêté royal du 21 décembre 1987;

— Mlle De Raeve, K., en qualité d'architecte, par arrêté royal du 23 décembre 1987;

— Mlle De Leye, D. et M. Libert, R., en qualité de secrétaire d'administration, par arrêtés royaux du 23 décembre 1987;

— MM. Van Wouwe, P. et Verrezen, W., en qualité de secrétaire d'administration, par arrêtés royaux du 30 décembre 1987.

Ordre judiciaire

Par arrêté royal du 11 décembre 1987 Mme Hatert, M.-P., substituut du procureur du Roi près le tribunal de première instance de Tournai, est désignée en qualité de premier substituut du procureur du Roi près ce tribunal, pour un nouveau terme de trois ans prenant cours le 31 janvier 1988.